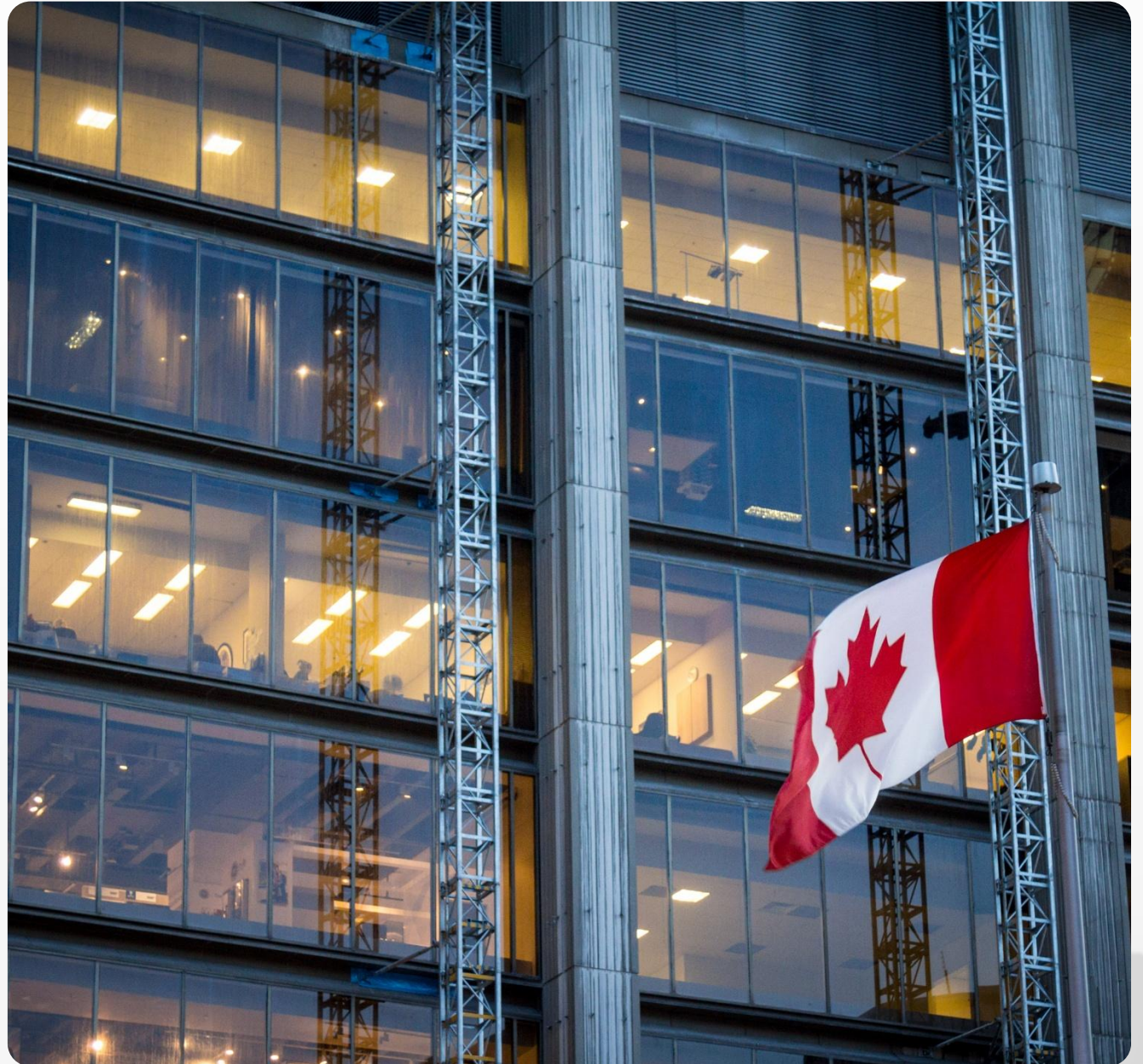


Opinions des Canadiens sur l'immigration, le déficit budgétaire fédéral et le retour au bureau des employés fédéraux

Sondage auprès des Canadiens

2 mars 2026



Méthodologie

Cette semaine, nous avons interrogé les Canadiens sur leurs opinions des politiques d'immigration et sur le déficit budgétaire du gouvernement

Méthode

Sondage en ligne auprès des répondants âgés de 18 ans ou plus. (Échantillon canadien: **n= 1 627**).

Les répondants avaient la possibilité de remplir le sondage en français ou en anglais et ont été recrutés de manière aléatoire à l'aide du panel en ligne de LEO.

Pondération

Les résultats ont été pondérés selon **l'âge, le genre, la langue maternelle, la région, la scolarité et la présence d'enfant dans le foyer** afin de garantir un échantillon représentatif de la population canadienne.

Collecte

Collecte des données du **27 février au 2 mars 2026**.

Marge d'erreur

À des fins de comparaison, un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur d'au plus **±2,43%**, (19 fois sur 20).

Différences significatives

Les nombres en caractères **gras et rouges** indiquent une différence significative statistiquement inférieure par rapport au complément, alors que les nombres en caractères **gras et verts** indiquent une différence significative statistiquement supérieure par rapport au complément.

Données arrondies

Il est à noter que les nombres présentés ont été arrondis. Par contre, ce sont les nombres avant arrondissement qui sont utilisés pour calculer les sommes présentées. Ainsi, les sommes peuvent ne pas correspondre à l'addition manuelle des nombres présentés.

Questions

Vous avez des questions sur les données présentées dans ce rapport ? Veuillez contacter l'une des personnes suivantes :

Sebastien Dallaire (sdallaire@leger360.com)
Vice-président exécutif, Est du Canada

Andrew Enns (aenns@leger360.com)
Vice-président exécutif, Centre du Canada

Jennifer McLeod Macey (jmcleodmacey@leger360.com)
Vice-présidente principale, Centre du Canada

Steve Mossop (smossop@leger360.com)
Vice-président exécutif, Ouest canadien

Notes

Une méthodologie plus détaillée est présentée en annexe.

La firme de sondage **la plus précise** au Canada

CANADA 2025

	SONDAGE LÉGER Publié le 26 avril 2025	RÉSULTATS OFFICIELS Élections fédérales au Canada 2025
	43%	43,7%
	39%	41,3%
	8%	6,3%
	6%	6,3%
	2%	1,2%

CANADA 2025-QUÉBEC

	SONDAGE LÉGER PUBLIÉ LE 26 AVRIL 2025	RÉSULTATS FINAUX ÉLECTION FÉDÉRALE CANADIENNE - QUÉBEC 2025
	42%	42,6%
	26%	27,7%
	24%	23,3%
	5%	4,5%
	2%	0,9%

ÉTATS-UNIS 2024

	SONDAGE LÉGER Publié le 4 novembre 2024	RÉSULTATS OFFICIELS Élections présidentielles américaines 2024
	49%	50%
	49%	48%
Autres	2%	2%

Faits saillants

Voici quelques **faits saillants** de notre sondage...

Les Canadiens soutiennent fortement des politiques plus strictes liées à l'immigration, avec de solides majorités soutenant des mesures qui limiteraient ou conditionneraient l'accès des résidents temporaires et des demandeurs d'asile aux services publics :

- **Deux tiers des Canadiens (65%) affirment qu'ils soutiendraient une nouvelle politique accordant aux gouvernements provinciaux un plus grand contrôle sur les questions d'immigration dans leurs provinces respectives**, tandis que 19% s'opposeraient à une telle politique. Le soutien est nettement plus élevé au Québec (71%) et chez les électeurs conservateurs (77%) et du Bloc (94%).
- **Près des trois quarts des Canadiens (72%) affirment qu'ils soutiendraient une politique exigeant que les personnes ayant un statut d'immigration légal temporaire vivent dans une province pendant au moins 12 mois avant de devenir admissibles à des programmes de soutien social financés par la province**, tandis que 16% affirment s'opposer à une telle mesure. Le soutien est significativement plus élevé parmi les électeurs conservateurs (83%).
- **Sept Canadiens sur dix (69%) déclarent qu'ils soutiendraient la facturation d'honoraires ou de primes raisonnables aux personnes ayant un statut d'immigration temporaire pour leur utilisation des systèmes publics de santé et d'éducation**, tandis qu'environ un Canadien sur cinq (19%) s'opposerait à une telle mesure. Le soutien est significativement plus élevé parmi les électeurs conservateurs (82%).
- **Près des trois quarts des Canadiens (73%) affirment qu'ils soutiendraient la fin des prestations de soins de santé complémentaires pour les demandeurs d'asile non approuvés**, en les limitant à la même couverture santé que la plupart des Canadiens, tandis que 15% s'opposeraient à une telle mesure. Le soutien est significativement plus élevé parmi les électeurs conservateurs (83%).

Les Canadiens expriment une inquiétude généralisée face à des déficits records :

- **Sept Canadiens sur dix (71%) déclarent être préoccupés par le fait que de nombreux gouvernements canadiens enregistrent actuellement des déficits records**, dont 31% qui sont très préoccupés et 40% qui sont quelque peu préoccupés.
- **L'opinion est assez divisée sur qui portera finalement la responsabilité de rembourser la dette publique**, aucun groupe ne se démarquant de manière décisive : 29% des points aux contribuables de la classe moyenne, 25% aux générations futures, 24% aux 10% les plus riches du Canada, et 22% aux grandes entreprises.
- **Les Canadiens sont plus susceptibles de privilégier la modération des dépenses publiques plutôt que les hausses d'impôts lorsqu'il s'agit de réduire les déficits** : 30% soutiennent la réduction du nombre de fonctionnaires et 30% sont favorables à des réductions significatives des dépenses des programmes, tandis que 26% préfèrent geler ou réduire drastiquement les augmentations salariales pour la fonction publique. Seuls 14% estiment qu'augmenter les impôts sur les particuliers et les entreprises est leur approche préférée. Réduire le nombre d'employés gouvernementaux est préféré par les électeurs conservateurs (41%).

Faits saillants

Voici quelques **faits saillants** de notre sondage...

Les Canadiens soutiennent généralement le retour au bureau pour les employés fédéraux :

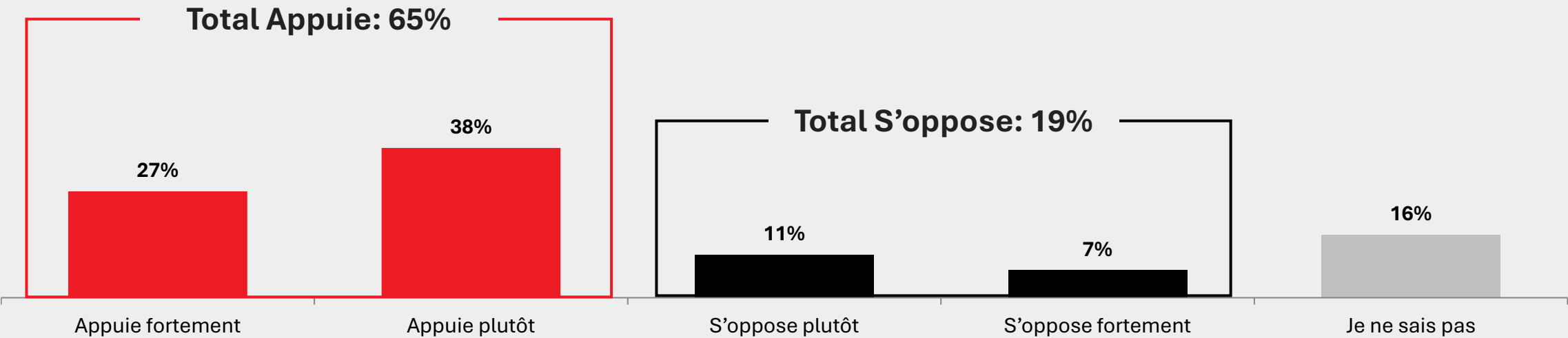
- **Près des deux tiers des Canadiens (65%) affirment soutenir l'obligation pour les employés fédéraux de travailler au bureau au moins quatre jours par semaine.** Le soutien est plus élevé chez les travailleurs travaillant au bureau (73%) mais diminue chez ceux qui travaillent principalement à domicile (44%) ou dans un système hybride (49%).
- **Deux tiers des Canadiens (66%) estiment que les employés gouvernementaux sont les plus efficaces et productifs lorsqu'ils travaillent au bureau,** tandis que 17% disent qu'ils sont les plus productifs à domicile et 17% sont incertains. Les perceptions varient nettement selon les arrangements de travail des répondants : ceux qui travaillent principalement à domicile sont plus susceptibles de considérer le travail à la maison comme étant le plus efficace (44%), ceux qui travaillent au bureau préfèrent ce lieu de travail (73%), et les personnes dans des modes de travail hybrides penchent davantage vers le domicile comme environnement où les employés peuvent être les plus efficaces et productifs.

Résultats détaillés

Soutien à un contrôle accru des provinces sur l'immigration (1/2)

Q1. Appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à une nouvelle politique qui accorderait beaucoup plus de pouvoirs aux gouvernements provinciaux en matière d'immigration dans leur province respective? Ces nouveaux pouvoirs permettraient aux gouvernements provinciaux de fixer les niveaux d'immigration et de prioriser certains critères en fonction des priorités économiques de la province.

Base: Tous les répondants (n=1 627)



Soutien à un contrôle accru des provinces sur l'immigration (2/2)

Q1. Appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à une nouvelle politique qui accorderait beaucoup plus de pouvoirs aux gouvernements provinciaux en matière d'immigration dans leur province respective? Ces nouveaux pouvoirs permettraient aux gouvernements provinciaux de fixer les niveaux d'immigration et de prioriser certains critères en fonction des priorités économiques de la province.

Base: Tous les répondants (n=1 627)

	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
TOTAL APPUIE	65%	70%	71%	63%	64%	63%	58%	67%	62%	63%	63%	67%
Appuie fortement	27%	27%	37%	22%	20%	34%	22%	30%	24%	18%	28%	32%
Appuie plutôt	38%	43%	34%	41%	44%	29%	36%	38%	38%	45%	36%	35%
TOTAL S'OPPOSE	19%	14%	12%	20%	16%	28%	24%	19%	19%	18%	19%	19%
S'oppose plutôt	11%	7%	8%	11%	12%	17%	14%	11%	11%	12%	11%	11%
S'oppose fortement	7%	6%	4%	9%	4%	11%	9%	7%	8%	6%	8%	8%
Je ne sais pas	16%	17%	17%	17%	20%	9%	18%	14%	19%	19%	18%	13%

Soutien à un contrôle accru des provinces sur l'immigration – *Par intentions de vote*

Q1. Appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à une nouvelle politique qui accorderait beaucoup plus de pouvoirs aux gouvernements provinciaux en matière d'immigration dans leur province respective? Ces nouveaux pouvoirs permettraient aux gouvernements provinciaux de fixer les niveaux d'immigration et de prioriser certains critères en fonction des priorités économiques de la province.

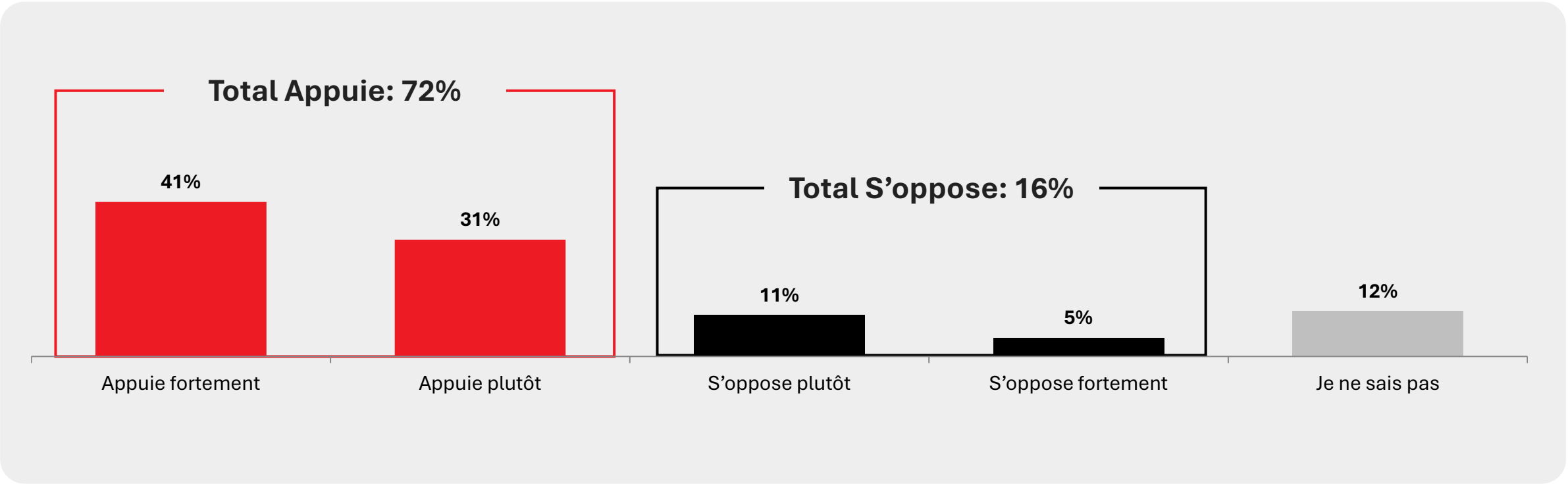
Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
TOTAL APPUIE	65%	60%	77%	94%	58%	68%
Appuie fortement	27%	17%	40%	65%	17%	29%
Appuie plutôt	38%	43%	38%	29%	41%	39%
TOTAL S'OPPOSE	19%	26%	12%	5%	29%	16%
S'oppose plutôt	11%	14%	9%	4%	15%	7%
S'oppose fortement	7%	12%	3%	1%	14%	8%
Je ne sais pas	16%	14%	10%	1%	13%	16%

Soutien pour une exigence de résidence de 12 mois pour l'éligibilité aux programmes sociaux (1/2)

Q2. En supposant que les citoyens canadiens et les résidents permanents continueraient d'avoir droit aux programmes de soutien social comme c'est le cas actuellement, appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à une politique exigeant que les personnes ayant un statut d'immigration temporaire légal résident dans une province pendant au moins 12 mois avant d'être admissibles aux programmes de soutien social financés par la province?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



Soutien pour une exigence de résidence de 12 mois pour l'éligibilité aux programmes sociaux (2/2)

Q2. En supposant que les citoyens canadiens et les résidents permanents continueraient d'avoir droit aux programmes de soutien social comme c'est le cas actuellement, appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à une politique exigeant que les personnes ayant un statut d'immigration temporaire légal résident dans une province pendant au moins 12 mois avant d'être admissibles aux programmes de soutien social financés par la province?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
TOTAL APPUIE	72%	72%	71%	74%	68%	69%	70%	73%	70%	66%	69%	77%
Appuie fortement	41%	43%	40%	40%	37%	47%	37%	43%	38%	31%	41%	47%
Appuie plutôt	31%	29%	31%	33%	31%	22%	33%	30%	32%	35%	29%	30%
TOTAL S'OPPOSE	16%	18%	16%	14%	14%	22%	17%	16%	16%	19%	16%	14%
S'oppose plutôt	11%	8%	11%	9%	9%	14%	13%	10%	12%	14%	10%	9%
S'oppose fortement	5%	10%	5%	5%	4%	7%	4%	6%	5%	5%	6%	5%
Je ne sais pas	12%	10%	13%	12%	18%	9%	14%	11%	14%	15%	14%	10%

Soutien pour une exigence de résidence de 12 mois pour l'éligibilité aux programmes sociaux – Par intentions de vote

Q2. En supposant que les citoyens canadiens et les résidents permanents continueraient d'avoir droit aux programmes de soutien social comme c'est le cas actuellement, appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à une politique exigeant que les personnes ayant un statut d'immigration temporaire légal résident dans une province pendant au moins 12 mois avant d'être admissibles aux programmes de soutien social financés par la province?

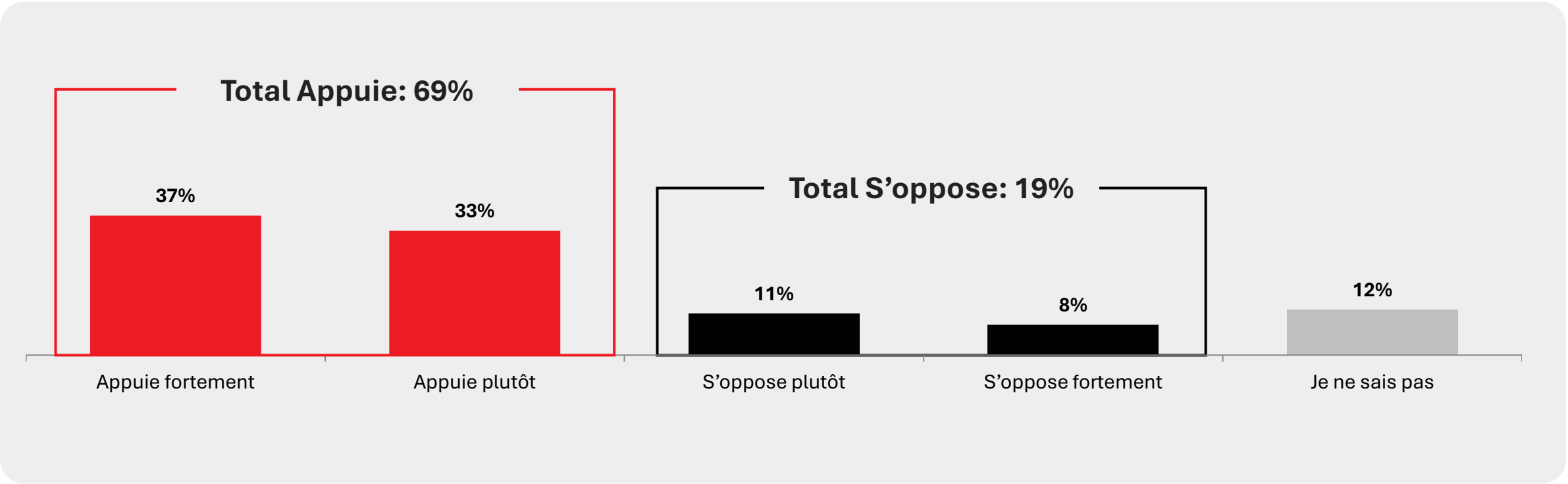
Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
TOTAL APPUIE	72%	70%	83%	78%	54%	54%
Appuie fortement	41%	32%	59%	53%	23%	24%
Appuie plutôt	31%	39%	24%	25%	31%	30%
TOTAL S'OPPOSE	16%	19%	10%	17%	31%	33%
S'oppose plutôt	11%	13%	6%	12%	16%	22%
S'oppose fortement	5%	5%	4%	6%	15%	10%
Je ne sais pas	12%	11%	7%	5%	15%	14%

Soutien à la facturation de frais aux résidents temporaires pour les services publics (1/2)

Q3. En supposant que les citoyens canadiens et les résidents permanents continueraient d’avoir droit aux soins de santé et à l’éducation publique comme c’est le cas actuellement, appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à l’imposition de frais ou d’une prime raisonnable aux personnes ayant un statut d’immigration temporaire pour leur propre utilisation — et celle de leur famille — des systèmes publics de santé et d’éducation?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



Soutien à la facturation de frais aux résidents temporaires pour les services publics (2/2)

Q3. En supposant que les citoyens canadiens et les résidents permanents continueraient d’avoir droit aux soins de santé et à l’éducation publique comme c’est le cas actuellement, appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à l’imposition de frais ou d’une prime raisonnable aux personnes ayant un statut d’immigration temporaire pour leur propre utilisation — et celle de leur famille — des systèmes publics de santé et d’éducation?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
TOTAL APPUIE	69%	67%	66%	69%	68%	74%	75%	71%	68%	63%	68%	74%
Appuie fortement	37%	38%	32%	36%	30%	43%	45%	38%	36%	30%	37%	41%
Appuie plutôt	33%	28%	34%	33%	38%	30%	30%	33%	32%	33%	31%	33%
TOTAL S’OPPOSE	19%	23%	19%	21%	16%	20%	14%	18%	20%	22%	20%	17%
S’oppose plutôt	11%	8%	13%	13%	9%	11%	7%	11%	12%	14%	12%	9%
S’oppose fortement	8%	15%	6%	8%	7%	9%	6%	7%	8%	8%	8%	8%
Je ne sais pas	12%	10%	15%	11%	16%	7%	11%	11%	12%	15%	12%	9%

Soutien à la facturation de frais aux résidents temporaires pour les services publics – *Par intentions de vote*

Q3. En supposant que les citoyens canadiens et les résidents permanents continueraient d’avoir droit aux soins de santé et à l’éducation publique comme c’est le cas actuellement, appuieriez-vous ou vous opposeriez-vous à l’imposition de frais ou d’une prime raisonnable aux personnes ayant un statut d’immigration temporaire pour leur propre utilisation — et celle de leur famille — des systèmes publics de santé et d’éducation?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

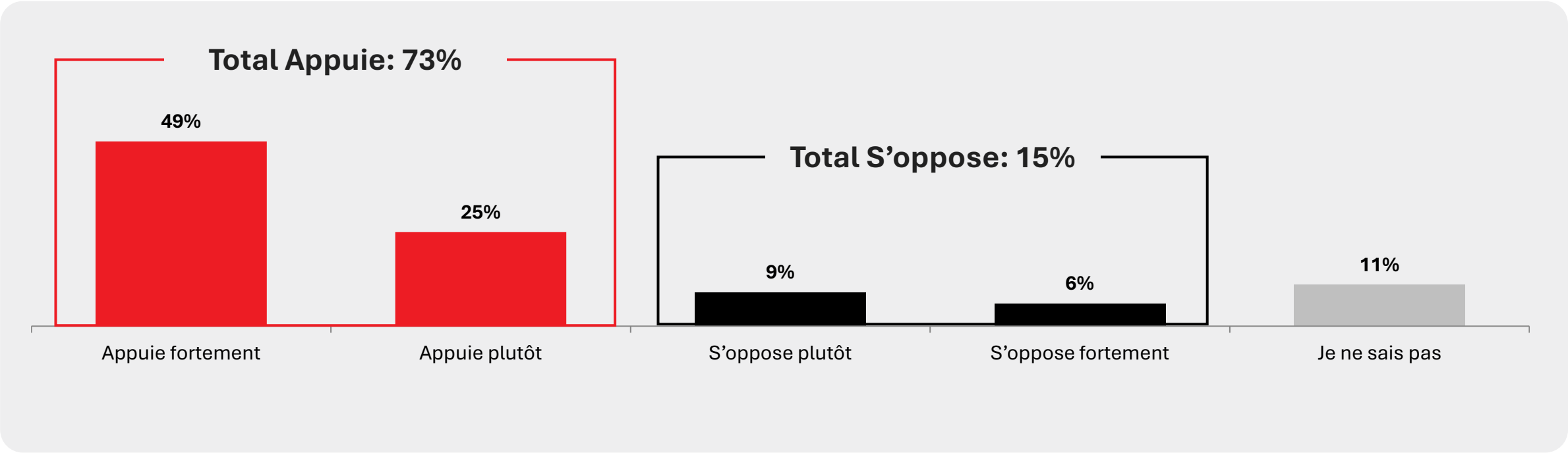
							
		Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
	<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
	<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
TOTAL APPUIE		69%	69%	82%	79%	52%	38%
Appuie fortement		37%	30%	55%	45%	18%	21%
Appuie plutôt		33%	40%	27%	33%	34%	17%
TOTAL S'OPPOSE		19%	20%	12%	18%	36%	50%
S'oppose plutôt		11%	12%	8%	10%	15%	35%
S'oppose fortement		8%	8%	4%	8%	21%	15%
Je ne sais pas		12%	11%	6%	4%	12%	13%

Soutien pour la fin des prestations de soins de santé complémentaires pour les demandeurs d’asile (1/2)

Q4. Le gouvernement fédéral offre actuellement aux demandeurs d’asile dont le statut est en cours d’examen ou fait l’objet d’un appel des prestations complémentaires de soins de santé financées par l’État, auxquelles de nombreux Canadiens n’ont pas accès — comme les services de psychologues, d’ergothérapeutes, les appareils auditifs et les soins à domicile — pour un coût de plus de 1 milliard de dollars par année selon le Directeur parlementaire du budget.

Appuieriez-vous la fin de ces prestations complémentaires pour les demandeurs d’asile dont la demande n’a pas été approuvée, afin qu’ils reçoivent uniquement les mêmes soins de santé que la plupart des Canadiens?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



Soutien pour la fin des prestations de soins de santé complémentaires pour les demandeurs d'asile (2/2)

Q4. Le gouvernement fédéral offre actuellement aux demandeurs d'asile dont le statut est en cours d'examen ou fait l'objet d'un appel des prestations complémentaires de soins de santé financées par l'État, auxquelles de nombreux Canadiens n'ont pas accès — comme les services de psychologues, d'ergothérapeutes, les appareils auditifs et les soins à domicile — pour un coût de plus de 1 milliard de dollars par année selon le Directeur parlementaire du budget.

Appuieriez-vous la fin de ces prestations complémentaires pour les demandeurs d'asile dont la demande n'a pas été approuvée, afin qu'ils reçoivent uniquement les mêmes soins de santé que la plupart des Canadiens?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
TOTAL APPUIE	73%	72%	71%	75%	70%	75%	76%	73%	74%	63%	72%	81%
Appuie fortement	49%	52%	50%	45%	41%	55%	53%	46%	51%	31%	48%	61%
Appuie plutôt	25%	20%	21%	29%	30%	20%	23%	27%	23%	33%	24%	21%
TOTAL S'OPPOSE	15%	18%	17%	15%	14%	13%	15%	17%	14%	21%	15%	12%
S'oppose plutôt	9%	10%	9%	10%	4%	8%	10%	9%	9%	13%	9%	7%
S'oppose fortement	6%	8%	8%	5%	10%	6%	5%	8%	5%	8%	5%	6%
Je ne sais pas	11%	10%	13%	10%	15%	12%	9%	10%	12%	15%	14%	6%

Soutien pour la fin des prestations de soins de santé complémentaires pour les demandeurs d'asile – *Par intentions de vote*

Q4. Le gouvernement fédéral offre actuellement aux demandeurs d'asile dont le statut est en cours d'examen ou fait l'objet d'un appel des prestations complémentaires de soins de santé financées par l'État, auxquelles de nombreux Canadiens n'ont pas accès — comme les services de psychologues, d'ergothérapeutes, les appareils auditifs et les soins à domicile — pour un coût de plus de 1 milliard de dollars par année selon le Directeur parlementaire du budget.

Appuieriez-vous la fin de ces prestations complémentaires pour les demandeurs d'asile dont la demande n'a pas été approuvée, afin qu'ils reçoivent uniquement les mêmes soins de santé que la plupart des Canadiens?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
TOTAL APPUIE	73%	71%	83%	79%	61%	70%
Appuie fortement	49%	41%	65%	65%	34%	30%
Appuie plutôt	25%	31%	18%	14%	28%	40%
TOTAL S'OPPOSE	15%	19%	12%	17%	21%	17%
S'oppose plutôt	9%	12%	7%	10%	7%	8%
S'oppose fortement	6%	7%	5%	7%	15%	8%
Je ne sais pas	11%	10%	5%	3%	17%	13%

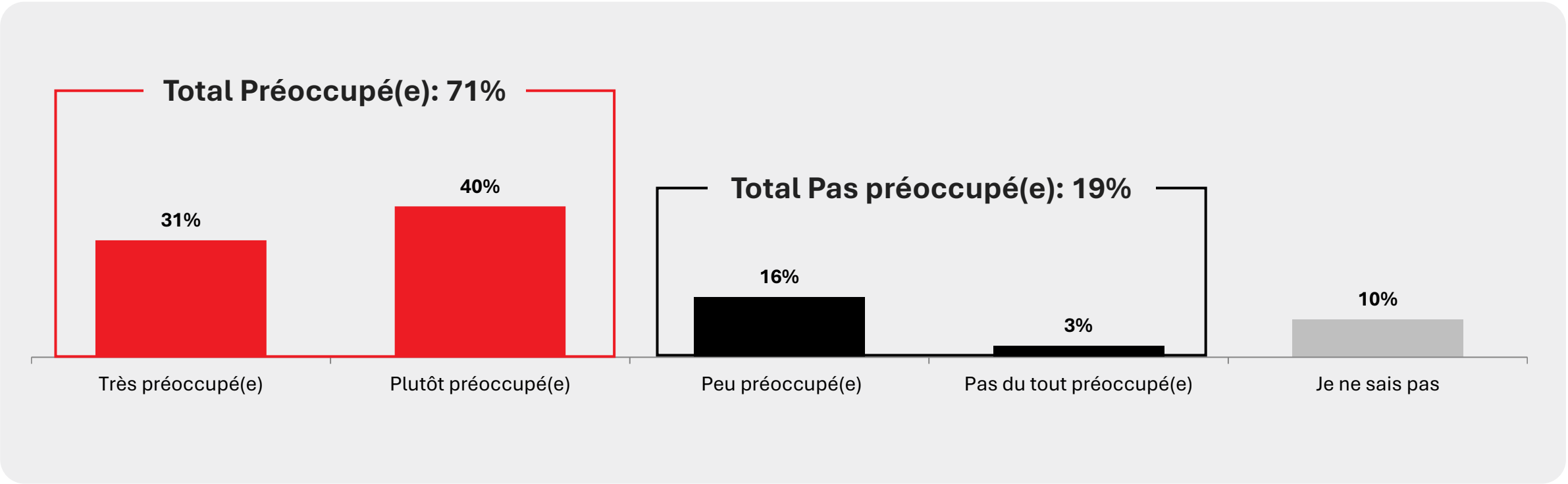
Résultats détaillés

Opinions sur le déficit du gouvernement

Niveau d'inquiétude concernant les déficits gouvernementaux (1/2)

Q5. Plusieurs provinces se sont récemment jointes au gouvernement fédéral en présentant des déficits records, à un moment où l'économie canadienne est sous pression en raison des tarifs douaniers américains. Le fait que de nombreux gouvernements au Canada enregistrent actuellement des déficits vous préoccupe-t-il ou non?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



Niveau d'inquiétude concernant les déficits gouvernementaux (2/2)

Q5. Plusieurs provinces se sont récemment jointes au gouvernement fédéral en présentant des déficits records, à un moment où l'économie canadienne est sous pression en raison des tarifs douaniers américains. Le fait que de nombreux gouvernements au Canada enregistrent actuellement des déficits vous préoccupe-t-il ou non?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
TOTAL PRÉOCCUPÉ(E)	71%	65%	72%	73%	60%	74%	70%	71%	71%	62%	71%	76%
Très préoccupé(e)	31%	26%	31%	31%	20%	35%	37%	33%	30%	24%	31%	37%
Plutôt préoccupé(e)	40%	39%	41%	42%	39%	39%	33%	39%	40%	38%	41%	40%
TOTAL PAS PRÉOCCUPÉ(E)	19%	24%	19%	17%	26%	17%	22%	21%	18%	20%	20%	18%
Peu préoccupé(e)	16%	19%	16%	15%	23%	14%	17%	17%	16%	17%	17%	15%
Pas du tout préoccupé(e)	3%	4%	3%	2%	3%	4%	6%	4%	2%	3%	3%	3%
Je ne sais pas	10%	12%	9%	10%	15%	8%	8%	8%	12%	18%	9%	6%

Niveau d'inquiétude concernant les déficits gouvernementaux – *Par intentions de vote*

Q5. Plusieurs provinces se sont récemment jointes au gouvernement fédéral en présentant des déficits records, à un moment où l'économie canadienne est sous pression en raison des tarifs douaniers américains. Le fait que de nombreux gouvernements au Canada enregistrent actuellement des déficits vous préoccupe-t-il ou non?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
TOTAL PRÉOCCUPÉ(E)	71%	68%	84%	83%	54%	60%
Très préoccupé(e)	31%	21%	52%	40%	16%	24%
Plutôt préoccupé(e)	40%	46%	32%	43%	38%	36%
TOTAL PAS PRÉOCCUPÉ(E)	19%	26%	10%	13%	33%	38%
Peu préoccupé(e)	16%	22%	9%	11%	29%	23%
Pas du tout préoccupé(e)	3%	4%	1%	2%	4%	15%
Je ne sais pas	10%	6%	6%	4%	13%	2%

Responsabilité perçue dans le remboursement de la dette publique

Q6. À long terme, lorsqu'il s'agit de rembourser la dette résultant des déficits publics, qui, selon vous, sera le plus responsable de cette dette ?
 Base: Tous les répondants (n=1 627)



	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
Les contribuables de la classe moyenne	29%	37%	32%	27%	21%	37%	22%	28%	30%	22%	35%	28%
Les générations futures de contribuables	25%	25%	27%	25%	24%	24%	26%	27%	24%	21%	23%	30%
Les 10 % les plus riches du Canada	24%	26%	24%	25%	29%	18%	24%	24%	24%	27%	22%	24%
Les grandes entreprises	22%	12%	17%	23%	26%	21%	28%	20%	23%	30%	19%	18%

Responsabilité perçue dans le remboursement de la dette publique – *Par intentions de vote*

Q6. À long terme, lorsqu'il s'agit de rembourser la dette résultant des déficits publics, qui, selon vous, sera le plus responsable de cette dette ?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
Les contribuables de la classe moyenne	29%	25%	34%	27%	30%	27%
Les générations futures de contribuables	25%	27%	25%	28%	20%	11%
Les 10 % les plus riches du Canada	24%	27%	20%	28%	26%	36%
Les grandes entreprises	22%	21%	22%	18%	25%	27%

Approches privilégiées pour réduire les déficits gouvernementaux

Q7. Parmi les mesures suivantes, laquelle soutenez-vous le plus pour réduire les déficits publics et rétablir l'équilibre budgétaire ?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789
Réduire le nombre d'employés du secteur public	30%	31%	24%	30%	32%	35%	36%	30%	30%	29%	31%	31%
Réduire considérablement les dépenses publiques	30%	27%	35%	30%	33%	33%	22%	34%	26%	37%	32%	25%
Geler ou réduire considérablement les augmentations salariales des fonctionnaires	26%	25%	31%	26%	22%	16%	25%	21%	30%	19%	25%	31%
Augmenter les impôts des particuliers et des entreprises	14%	16%	9%	14%	13%	16%	17%	14%	13%	15%	13%	13%

Approches privilégiées pour réduire les déficits gouvernementaux – *Par intentions de vote*

Q7. Parmi les mesures suivantes, laquelle soutenez-vous le plus pour réduire les déficits publics et rétablir l'équilibre budgétaire ?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
Réduire le nombre d'employés du secteur public	30%	24%	41%	19%	18%	34%
Réduire considérablement les dépenses publiques	30%	29%	33%	35%	22%	17%
Geler ou réduire considérablement les augmentations salariales des fonctionnaires	26%	25%	23%	39%	23%	16%
Augmenter les impôts des particuliers et des entreprises	14%	21%	3%	7%	37%	32%

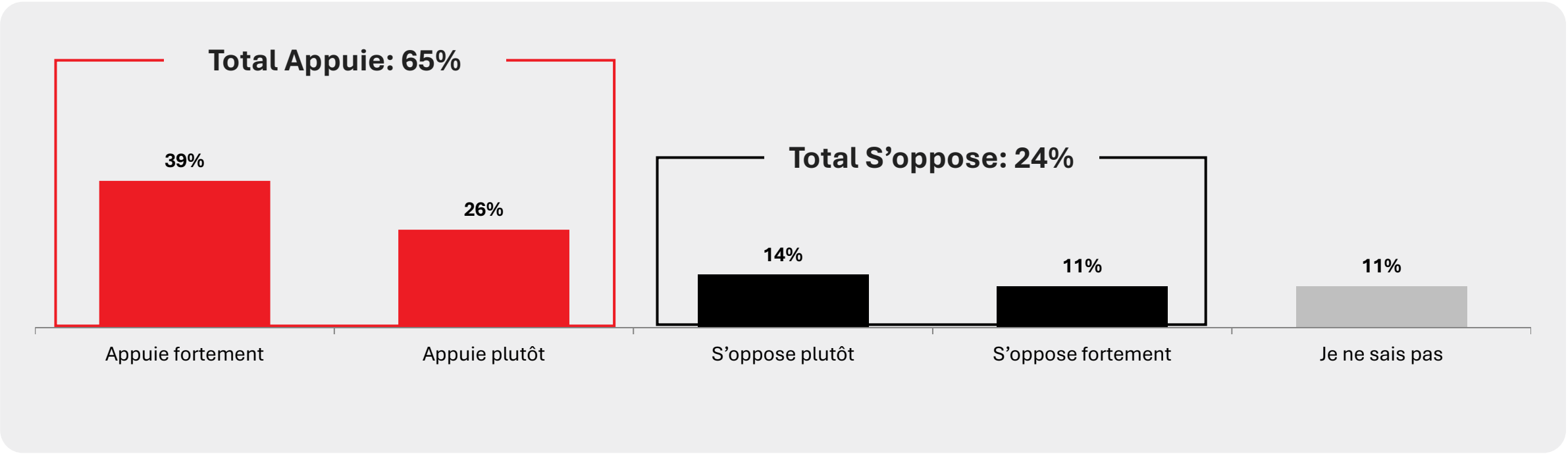
Résultats détaillés

Retour au bureau des employés fédéraux

Soutien à une obligation de quatre jours de présence en fonction pour les employés fédéraux (1/2)

Q8. Le gouvernement fédéral a décrété que tous les fonctionnaires fédéraux doivent retourner travailler au bureau au minimum 4 jours par semaine. Cela représente une augmentation par rapport à l'exigence actuelle de 3 jours par semaine en présentiel. Les syndicats représentant les employés fédéraux s'opposent à cette mesure. Appuyez-vous ou vous opposez-vous à ce que les employés fédéraux travaillent au bureau au moins 4 jours par semaine?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



Soutien à une obligation de quatre jours de présence en fonction pour les employés fédéraux (2/2)

Q8. Le gouvernement fédéral a décrété que tous les fonctionnaires fédéraux doivent retourner travailler au bureau au minimum 4 jours par semaine. Cela représente une augmentation par rapport à l'exigence actuelle de 3 jours par semaine en présentiel. Les syndicats représentant les employés fédéraux s'opposent à cette mesure. Appuyez-vous ou vous opposez-vous à ce que les employés fédéraux travaillent au bureau au moins 4 jours par semaine?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+	Travailleurs du secteur public	Travailleurs du secteur privé	Télé- travail	Travail au bureau	Travail hybride
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676	359	451	101	495	219
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789	351	440	102	444	249
TOTAL APPUIE	65%	63%	59%	67%	62%	64%	68%	71%	59%	60%	58%	72%	61%	64%	44%	73%	49%
Appuie fortement	39%	40%	36%	41%	34%	46%	36%	41%	37%	26%	36%	49%	35%	38%	23%	45%	22%
Appuie plutôt	26%	22%	24%	27%	28%	18%	32%	30%	22%	34%	22%	23%	26%	27%	20%	28%	27%
TOTAL S'OPPOSE	24%	26%	29%	23%	20%	22%	23%	19%	29%	23%	31%	20%	27%	27%	39%	18%	43%
S'oppose plutôt	14%	10%	15%	13%	13%	16%	13%	11%	16%	14%	16%	12%	13%	16%	22%	11%	19%
S'oppose fortement	11%	16%	14%	10%	6%	7%	10%	8%	13%	10%	15%	8%	14%	11%	17%	7%	24%
Je ne sais pas	11%	12%	12%	10%	19%	14%	8%	10%	12%	17%	11%	8%	13%	8%	17%	10%	8%

Soutien à une obligation de quatre jours de présence en fonction pour les employés fédéraux – Par intentions de vote

Q8. Le gouvernement fédéral a décrété que tous les fonctionnaires fédéraux doivent retourner travailler au bureau au minimum 4 jours par semaine. Cela représente une augmentation par rapport à l'exigence actuelle de 3 jours par semaine en présentiel. Les syndicats représentant les employés fédéraux s'opposent à cette mesure. Appuyez-vous ou vous opposez-vous à ce que les employés fédéraux travaillent au bureau au moins 4 jours par semaine?

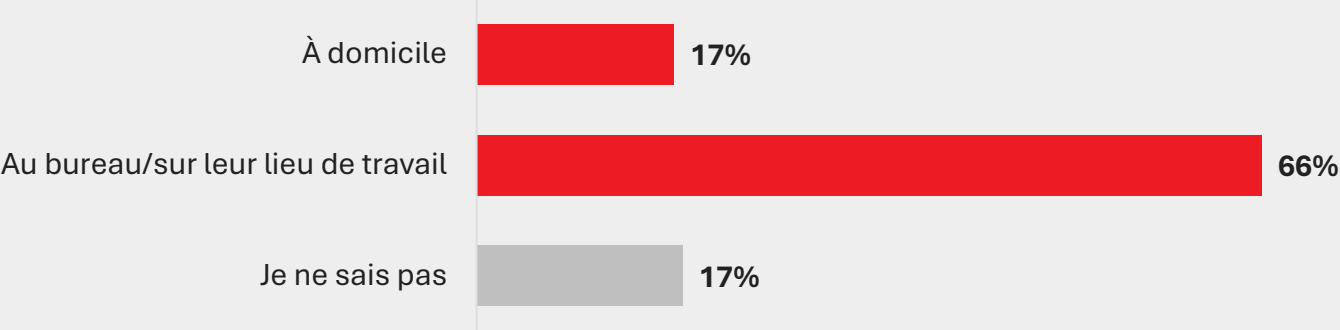
Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
TOTAL APPUIE	65%	63%	77%	66%	50%	45%
Appuie fortement	39%	35%	52%	43%	29%	23%
Appuie plutôt	26%	27%	26%	23%	21%	22%
TOTAL S'OPPOSE	24%	29%	15%	31%	39%	42%
S'oppose plutôt	14%	16%	10%	17%	15%	17%
S'oppose fortement	11%	13%	4%	14%	24%	25%
Je ne sais pas	11%	9%	8%	4%	11%	13%

Environnement de travail perçu comme le plus productif pour les employés du gouvernement

Q9. Selon vous, dans quel environnement de travail les fonctionnaires sont-ils les plus efficaces et productifs ?

Base: Tous les répondants (n=1 627)



	Total CANADA	ATL	QC	ON	MB/SK	AB	C.-B.	Homme	Femme	18-34	35-54	55+	Travailleurs du secteur public	Travailleurs du secteur privé	Télé- travail	Travail au bureau	Travail hybride
<i>n pondéré=</i>	1 627	107	372	636	106	180	226	795	832	422	528	676	359	451	101	495	219
<i>n absolu=</i>	1 627	118	428	632	144	140	165	848	779	357	481	789	351	440	102	444	249
À domicile	17%	17%	19%	16%	15%	15%	16%	16%	17%	20%	21%	12%	24%	18%	44%	11%	30%
Au bureau/sur leur lieu de travail	66%	63%	66%	67%	66%	62%	68%	67%	65%	60%	62%	73%	61%	64%	37%	73%	52%
Je ne sais pas	17%	20%	15%	17%	19%	23%	16%	16%	18%	20%	18%	15%	15%	18%	19%	16%	18%

Environnement de travail perçu comme le plus productif pour les employés du gouvernement – *Par intentions de vote*

Q9. Selon vous, dans quel environnement de travail les fonctionnaires sont-ils les plus efficaces et productifs ?

Base: Tous les répondants (n=1 627)

						
	Total Canada	PLC	PCC	BQ	NPD	PVC
<i>n pondéré=</i>	1 627	704	502	78	64	49
<i>n absolu=</i>	1 627	786	401	93	92	39
À domicile	17%	19%	12%	20%	30%	31%
Au bureau/sur leur lieu de travail	66%	63%	77%	65%	43%	46%
Je ne sais pas	17%	17%	11%	15%	27%	23%

Profil des répondants

Profil des répondants

(Base n= 1 627)

Le tableau ci-dessous présente la répartition des répondants canadiens, avant et après la pondération.

Genre

	Non-pondéré	Pondéré
Homme	848	795
Femme	779	832

Langue (Langue maternelle)

	Non-pondéré	Pondéré
Français	384	319
Anglais	1 097	1 175
Autre	145	132

Âge

	Non-pondéré	Pondéré
18 à 34	357	422
35 à 54	481	422
55+	789	676

Province

	Non-pondéré	Pondéré
Colombie-Britannique	165	226
Alberta	140	180
Manitoba/Saskatchewan	144	106
Ontario	632	636
Québec	428	372
Atlantique	118	107

Notre engagement qualité



Canada

Léger est membre du [Conseil de recherche et d'intelligence marketing canadien \(CRIC\)](#), l'association officielle de l'industrie des études de marché, des sondages et de l'intelligence marketing.



Europe

Léger est membre d'[ESOMAR](#) (European Society for Opinion and Market Research), l'association mondiale des professionnels des enquêtes d'opinion et des études marketing.



Amérique

Léger est aussi membre d'[Insights Association](#), l'association américaine pour la recherche marketing et l'analytique.



International

Léger est membre du [Worldwide Independent Network of Market Research](#) (WIN), une alliance mondiale de sociétés d'études de marché et de sondages indépendantes de premier plan qui collaborent pour partager leur expertise, leurs méthodologies et leurs connaissances sur divers marchés.

Nos services

Léger

Recherche marketing et sondages

Expérience client (CX)

Services de conseil stratégique et opérationnel pour l'expérience client

Léger Analytique (LEA)

Modélisation et analyse de données

Léger Opinion (LEO)

Gestion de panel

Communautés Léger

Gestion de communautés en ligne

Léger DGTL

Stratégie digitale et expérience utilisateur

Recherche internationale

Worldwide Independent Network (WIN)

300

Employé(e)s

185

Consultant(e)s

8

Bureaux

MONTREAL | QUEBEC |
TORONTO | WINNIPEG
EDMONTON | CALGARY |
VANCOUVER | NEW YORK



L'intelligence des données

leger360.com